



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 10 mars 2009 (16.03)
(OR. en)**

**6356/2/09
REV 2**

COPEN 31

NOTE DE TRANSMISSION RÉVISÉE

origine:	M. Tibor Kiss, représentant permanent, représentation permanente de la Hongrie auprès de l'Union européenne
Destinataire:	M. Ivan Bizjak, Directeur général, DG H, Justice et affaires intérieures, Secrétariat général du Conseil
Objet:	Décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires - Lettre de notification

Les délégations trouveront en annexe une lettre de notification émanant de la Hongrie.

REPRÉSENTATION PERMANENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE AUPRÈS DE
L'UNION EUROPÉENNE

1122/HÁK/EU/Adm./2007

M. Ivan BIZJAKDirecteur général
Justice et affaires intérieures
Secrétariat général
du Conseil de l'Union européenne1048 Bruxelles

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que les lois suivantes, jointes à la présente, complètent la transposition de la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires:

- Loi XXXVI de 2007 relative à l'entraide judiciaire en ce qui concerne les infractions sans gravité;
- Loi XXXVIII de 1996 relative à l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;
- Loi XIII de 2007 modifiant la loi XXXVIII de 1996 relative à l'entraide judiciaire internationale en matière pénale et la loi CXXX de 2003 relative à la coopération avec les États membres de l'Union européenne en matière pénale;
- Loi CXXX de 2003 relative à la coopération avec les États membres de l'Union européenne en matière pénale.

J'ai également l'honneur de vous informer que la République de Hongrie souhaite faire les déclarations suivantes concernant les articles 2 et 16 de la décision-cadre :

"Article 2

- Lorsque la République de Hongrie est *l'État d'émission*, ses juridictions sont compétentes conformément à la décision-cadre.

- En application de l'article 1^{er}, point a) iii), de la décision-cadre, les tribunaux, les secrétaires de mairie ("**jegyző**") des communes rurales, des villes, des villes ayant un statut de département et des arrondissements de la capitale, les postes de police (corps de police), l'inspection des mines, l'autorité responsable en matière d'emploi et l'autorité compétente pour la sécurité au travail, l'organisme responsable de la conservation des zones naturelles protégées et les administrations de la santé en République de Hongrie sont compétentes conformément à la décision-cadre, **l'état-major de la police nationale** hongroise étant désigné comme autorité centrale.
- Lorsque la République de Hongrie est *l'État d'exécution*, les juridictions de la République de Hongrie sont compétentes conformément à la décision-cadre.
- En application de l'article 1^{er}, point a) iii) de la décision-cadre, **l'état-major de la police nationale** hongroise constitue l'autorité compétente conformément à la décision-cadre.

Article 16

- L'article 1^{er} de la loi CXXX 67/L de 2003 spécifie que les demandes sont présentées en hongrois.
- Conformément à la loi XXXVI de 2007 relative à l'entraide juridique en ce qui concerne les infractions sans gravité, les demandes sont recevables en hongrois."

(Formule de politesse)

Tibor Kiss
Ambassadeur